Une identité politique affirmée

Elisabeth Dupoirier

▶ **To cite this version:**

Elisabeth Dupoirier. Une identité politique affirmée. Construire, 2012. hal-03571571

HAL Id: hal-03571571
https://sciencespo.hal.science/hal-03571571

Submitted on 14 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Élisabeth DUPOIRIER

Directrice de recherche honoraire au Centre de recherches politiques de Science Po (Cevipof), Sciences Po-CNRS.

Une identité politique affirmée

Les classes moyennes ont un comportement et des convictions politiques assez homogènes qui se traduisent, depuis plus de quarante ans, par leur vote majoritairement en faveur de la gauche. Le renforcement du poids des salariés du privé par rapport à ceux du secteur public pourrait toutefois changer la donne.

Les classes moyennes sont réputées investies d'une fonction de préservation de l'unité de la société, menacée par le conflit entre des groupes antagonistes comme « la bourgeoisie capitaliste » contre « la classe ouvrière » ou encore, plus près de nous, « les riches » contre « les pauvres ». Sur le plan politique, elles ont été sous la Ve République la cible d'attentions

particulières de la part de la gauche comme de la droite. À la fin des années 1970, Giscard d'Estaing les désigne sous le nom de « groupe central » et tente sans succès de les convaincre que leur avenir est lié au centrisme politique que lui-même incarne, à égale distance du conservatisme « passéiste » de la droite et des tentations « collectivistes » de la gauche. C'est pourtant vers cette dernière et, plus précisément, vers le jeune PS de François Mitterrand que les « nouvelles couches moyennes » se tourneront en majorité.

En 1981 elles contribueront de manière si massive à l'élection de François Mitterrand et de sa majorité à l'Assemblée nationale que le PS y gagnera l'image de « parti des classes moyennes ». Depuis, les classes moyennes se sont révélées la catégorie sociale la plus dynamique de la population active - 11 % en 1962 ; 24 % en 2009 - selon les sociologues Dominique Goux et Eric Maurin[1]. Et, en 2012, elles représentent 23 % du corps électoral inscrit, aux côtés des 14 % de « classes supérieures », des 51 % de « classes populaires » et des 19 % d'inactifs n'ayant jamais travaillé.

Définir les classes moyennes

Couramment courtisées à l'approche de chaque consultation électorale d'enjeu national, les classes moyennes ne font pourtant pas l'objet d'un accord sur leur définition[2]. Pour l'étude de leur vote, c'est la définition proposée par la nomenclature des groupes professionnels de l'Insee sous l'appellation de « professions intermédiaires » qui a été retenue. En effet, le vote - ses motivations, sa décision et son orientation - fait intervenir des facteurs multiples tels que les niveaux de revenus mais aussi les modalités de socialisation politique, les modes de vie et les voies d'intégration des individus dans la société, dont l'appartenance au groupe des professions intermédiaires rend compte. Ainsi cernées, les classes moyennes se composent des cadres moyens des entreprises et des fonctions publiques, des techniciens, contremaîtres et agents de maîtrise, auxquels s'ajoutent les professions paramédicales de la santé et celles du travail social. Les disparités de ces univers professionnels agrégés dans la même catégorie justifient la dénomination plurielle *des* classes moyennes. Mais par-delà leurs différences, l'unité des classes moyennes existe bel et bien, cimentée par des caractéristiques communes qui les distinguent des autres catégories sociales : leur capital scolaire - en majorité supérieur au bac -, leur appartenance quasi exclusive au monde du salariat et, surtout, le sentiment très répandu parmi les individus d'appartenir à une classe sociale (61 %) désignée à 74 % comme la « classe moyenne ».

Trois grands marqueurs

La représentation massive d'une identité sociale commune va de pair avec une identité politique structurée. Le premier marqueur identitaire est la forte tendance des classes moyennes à la « politisation négative ». Avec les classes les plus favorisées, elles sont beaucoup plus attentives que la moyenne des Français à la politique. Mais leur vif intérêt est lié à leur acharnement particulier à mettre en doute ses acteurs et leur capacité à agir efficacement sur les questions économiques et sociales.

En 2012, l'enquête postprésidentielle du Cevipof établit que 7 électeurs sur 10 des classes moyennes s'intéressent à la politique, et que 6 sur 10 ont suivi tous les jours ou presque la campagne présidentielle. Ces proportions sont nettement supérieures à la moyenne des électeurs et aussi élevées que celles manifestées lors de la campagne de 2007, beaucoup plus mobilisatrice pour les Français que celle du printemps dernier. Mais dans le même temps et

comme il y a cinq ans, les classes moyennes sont avec les classes populaires les plus nombreuses à dénoncer les hommes politiques qui selon elles ne s'occupent pas d'elles (70 %), à reprocher à l'État de gaspiller l'argent du contribuable (75 %), et une importante minorité (42 %) ne fait confiance *« ni à la gauche ni à la droite pour gouverner »*, alors même qu'un nouveau président de gauche vient de succéder à un président de droite…

La deuxième tendance politique lourde des classes moyennes est leur défiance vis-à-vis des entreprises et de l'économie libérale, défiance qui rejoint celle des classes populaires. La mondialisation de l'économie est considérée comme *« un risque »* par la majorité d'entre elles plutôt que comme *« une chance »*. La taxation spéciale des entreprises qui délocalisent leur activité est approuvée par une majorité, de même que le *« protectionnisme »* est considéré comme un mot positif. La crise n'a fait qu'accentuer leur méfiance déjà manifeste en 2007 vis-à-vis du monde de l'entreprise. Comme les classes populaires, elles souhaitent à 57 % l'intervention de l'État pour *« contrôler et réglementer étroitement les entreprises »* alors que, lors de la campagne électorale de 2007, elles balançaient encore entre recours à l'État et confiance dans les entreprises pour s'autoréguler.

Le troisième marqueur fort de l'identité politique des classes moyennes - qui les rapproche des classes favorisées - est leur adhésion jamais remise en question depuis les années 1970 à un ensemble de valeurs d'inspiration hédoniste (bien-être de l'individu, permissivité des mœurs), universalistes (ouverture aux autres) et antiautoritaires (méfiance à l'égard de l'autorité et des hiérarchies), communément dénommé « libéralisme culturel ». Certes, aujourd'hui, la large diffusion d'un grand nombre de ces valeurs dans la société rend moins atypiques les opinions des classes moyennes sur les questions de société qui ont fait débat lors de la campagne présidentielle de 2012 : l'acceptation du mariage des homosexuels, le droit à l'euthanasie ou encore le droit de vote des étrangers non européens aux élections locales. Mais d'autres points du débat électoral concernant les conditions de l'ouverture du marché du travail aux immigrés et le renforcement des mesures de lutte contre l'insécurité révèlent la réticence singulière d'une large partie des classes moyennes à se ranger aux opinions du plus grand nombre.

Toujours contrairement à la majorité des Français, les classes moyennes demeurent des européens convaincus, dans une période où l'intérêt de la France à demeurer dans l'Union est remis en question par un nombre croissant d'électeurs. Alors que l'image de l'État s'est en partie détériorée (voir *supra*), celle de l'Europe est toujours massivement positive : pour 57 %, la présence de la France dans l'UE est *« une bonne chose »*, pour 59 % *« la France est plus forte économiquement parce qu'elle est dans la zone euro »*, 54 % enfin conservent leur confiance globale dans l'Europe.

Pour finir, l'ancrage à gauche de la majorité des classes moyennes n'a pas connu de démenti depuis les années 1970. Les thématiques de la lutte contre les inégalités sociales, la défense des acquis sociaux et la préservation des services publics - tout spécialement celui de l'éducation - se trouvent en tête de leurs préoccupations. Elles créditent la gauche d'une plus grande capacité à les traiter. En termes de vote, ces attentes se traduisent par le choix indéfectible du candidat socialiste à tous les seconds tours des élections présidentielles. Et non seulement les résultats de 2012 ne dérogent pas à la règle mais François Hollande obtient auprès des classes moyennes, en tant que candidat des gauches unies le 6 mai, son meilleur score de toutes les catégories sociales (55 %), qui est aussi le score le plus élevé depuis le retrait de la vie politique de François Mitterrand.

La volatilité persistante du vote de 2012

Malgré cet ancrage pérenne dans la gauche, le vote des classes moyennes fait montre depuis les années 1990 de volatilité lors de tous les premiers tours d'élections nationales. Cette volatilité se traduit par un engouement, à géométrie variable d'une élection à l'autre, pour des candidats qui se réclament de la gauche non socialiste et/ou du centre au détriment des candidats du PS *(voir tableau ci-dessous)*.

Le vote des classes moyennes aux élections présidentielles de 2007 et 2012

	Présidentielle 2007 1er tour (en %)	Présidentielle 2012 1er tour (en %)	Évolutions 2007-2012	Présidentielle 2007 2e tour (en %)	Présidentielle 2012 2e tour (en %)	Évolutions 2007-2012
Extrême gauche	5	2	- 3			
Gauche	**37**	**46**	**+ 9**	**54**	**55**	**+ 1**
PS	30	30	=			
Écologistes	3	2	- 1			
Autres*	4	14	+ 10			
Centre	**24**	**14**	**- 10**			
MoDem	24	14	- 10			
Droite	**26**	**26**	**=**	**46**	**45**	**- 1**
UMP	25	24	- 1			
Autres	1	2	+ 1			
Extrême droite	8	12	+ 4			
Total	100	100		100	100	

Source : enquêtes postélectorales du Cevipof.

*En 2012, Jean-Luc Mélenchon.

En 2007, c'est surtout François Bayrou pour le MoDem qui avait trouvé auprès des classes moyennes ses meilleurs soutiens : 24 %. En 2012, la crise et les menaces croissantes qui pèsent sur l'emploi assurent au candidat de la gauche de la gauche - Jean-Luc Mélenchon - 14 % des voix des classes moyennes, tandis que le score du candidat centriste s'effondre. Dans les deux cas, les suffrages des candidats socialistes s'en trouvent bridés et, en 2012, François Hollande ne fait pas mieux au premier tour parmi les classes moyennes que Ségolène Royal cinq ans auparavant (30 % dans les deux cas) alors que le total des voix de gauche a gagné 6 points par rapport à 2007 : 48 %.

À droite, malgré les jugements sévères portés sur le bilan des politiques de Nicolas Sarkozy, notamment en ce qui concerne la lutte contre le chômage et la préservation du niveau de vie, le président sortant retrouve à peu de chose près son score de 2007, confirmant la capacité d'attraction de l'UMP auprès d'environ un quart des classes moyennes sur des thèmes de campagne centrés sur la lutte contre l'insécurité et la défense de l'identité nationale. Si les classes populaires, qui avaient majoritairement voté pour Nicolas Sarkozy en 2007, s'en sont largement détournées en 2012 au bénéfice de Marine Le Pen, les classes moyennes continuent à montrer une plus grande réserve que la moyenne des Français à l'égard du FN : 12 % des électeurs des classes moyennes ont voté pour le FN, au lieu de 18 % pour l'ensemble des Français. L'élection de 2012 confirme ainsi la faible attirance des classes moyennes pour les candidats des partis extrêmes - extrême droite mais aussi extrême gauche, dont l'audience est encore plus insignifiante (2 %) que cinq ans auparavant.

Le clivage du statut professionnel

Ces résultats se modulent cependant en fonction des différentes composantes des classes moyennes. Le statut professionnel - privé ou public - organise la principale ligne de clivage dans l'orientation des comportements électoraux. L'amélioration globale des votes de gauche au premier tour de 2012 est surtout due aux électeurs du secteur public (56 %) alors que les salariés du privé se situent 20 points en retrait, avec un score de 36 % pour la gauche. De même, le recul du vote Bayrou est très limité parmi les salariés du public - particulièrement parmi les enseignants -, et son effondrement est surtout dû aux classes moyennes du privé. À droite, Nicolas Sarkozy compense son recul auprès des salariés du public en accroissant son audience auprès de ceux du privé, tout particulièrement auprès des techniciens et contremaîtres. Enfin, Marine Le Pen améliore de 8 points le résultat du FN parmi les salariés du privé, alors que ceux du public sont encore plus nombreux qu'en 2007 à s'en détourner.

Si l'on considère que ces classes moyennes du secteur privé, déjà plus nombreuses que celles du secteur public, gagneront encore en poids avec le mouvement de réduction continu des effectifs de l'État, on peut faire l'hypothèse que l'avenir joue en faveur d'un renversement de la tendance majoritaire du vote des classes moyennes de la gauche vers la droite. Il s'agirait alors de la clôture d'un cycle de près de cinquante ans durant lequel les gouvernements de gauche pouvaient compter sur le soutien - critique mais indéfectible dans les moments décisifs - des classes moyennes, tandis que le PS cultivait son image de « parti des classes moyennes ».

1. Les nouvelles classes moyennes, Seuil, 2012.
2. Voir l'article de Laure Bonneval dans ce numéro